

89.041

Neue Finanzordnung Nouveau régime financier

Siehe Seite 445 hiavor – Voir page 445 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 10. Dezember 1990
Décision du Conseil national du 10 décembre 1990

Differenzen – Divergences

A. Bundesbeschluss über die Neuordnung der Bundesfinanzen

A. Arrêté fédéral sur le nouveau régime des finances fédérales

Ziff. II Art. 9 Abs. 1, 2 Bst. a Ziff. 11, Bst. d Ziff. 2, 3, Bst. e Ziff. 3 (neu), Bst. h Ziff. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II Art. 9 al. 1, 2 let. a ch. 11, let. d ch. 2, 3, let. e ch. 3 (nouveau), let. h ch. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1, 2 Einleitungssatz – Al. 1, 2 phrase introductive

Kündig, Berichterstatter: Der Nationalrat hat gestern Abend Teil A und B der neuen Finanzordnung verabschiedet. Es liegen noch einige Differenzen zum Ständerat vor. Ihre Kommission hat heute früh darüber beraten. Ich möchte gleich mit Teil A Artikel 9 Absatz 1 und Einleitungssatz von Absatz 2 beginnen, wo die Kommission Zustimmung zum Nationalrat beantragt. Es handelt sich in diesen beiden Punkten um redaktionelle Anpassungen.

Angenommen – Adopté

Abs. 2 Bst. a Ziff. 11 – Al. 2 let. a ch. 11

Kündig, Berichterstatter: Bei Artikel 9 Absatz 2 Litera a Ziffer 11 beantragt die Kommission Zustimmung zum Nationalrat. Es handelt sich dabei ausdrücklich um das Streichen einer Selbstverständlichkeit und nicht etwa um die Aenderung des Gesetzes.

Angenommen – Adopté

Abs. 2 Bst. d Ziff. 2, 3 – Al. 2 let. d ch. 2, 3

Kündig, Berichterstatter: Auch hier handelt es sich um redaktionelle Anpassungen, denen die Kommission zustimmt.

Angenommen – Adopté

Abs. 2 Bst. e Ziff. 3 (neu) – Al. 2 let. e ch. 3 (nouveau)

Kündig, Berichterstatter: Die Kommissionsmehrheit hat mit Stichentscheid des Präsidenten entschieden, dass die gastgewerblichen Leistungen während der ersten fünf Jahre zu einem reduzierten Satz von 4 Prozent aufgenommen werden sollen. Das Gastgewerbe soll dabei grundsätzlich der Mehrwertsteuer unterstellt sein, aber für die Uebergangsfrist von fünf Jahren zu einem reduzierten Satz.

Dieser reduzierte Satz lässt sich ungefähr wie folgt begründen: Der Fremdenverkehr hat in unserem Land eine sehr grosse Bedeutung, und er ist auch bedeutungsvoll als Devisenbringer und als Arbeitgeber, besonders im Ausgleich von regionalen Wirtschaftsunterschieden in finanzschwachen Gegenden. Der Tourismus steht in unserem Land im direkten

Konkurrenzkampf mit dem Ausland und lässt sich so irgendwie mit der Exportindustrie vergleichen. Im Angebot des Tourismus sind nichtbesteuerter Leistungen enthalten – wie die Raummiete – oder reduzierte Besteuerung, wie z. B. mit 1,9 Prozent für den Lebensmittelbereich. Die Tourismusindustrie erzielte 1989 einen Gesamtertrag von 18,6 Milliarden Franken. Davon sind 62 Prozent oder 11,5 Milliarden aus dem Ausland.

Der Tourismus soll mit dieser Vorlage nicht etwa entlastet werden, sondern der Tourismus wird belastet: Er wird zusätzlich mit 530 Millionen Franken belastet werden. Es geht darum, dass man eine Branche, die sich in der direkten Auslandsabhängigkeit befindet, für fünf Jahre in einer tieferen Steuerbelastung belässt, um sie stufenweise auf die Mehrbelastung zu bringen. Man muss dabei die Ueberlegung machen, dass die Hauptkonkurrenz von Ländern mit billigen Löhnen herrührt und dass wir in dieser Beziehung leider ein Hochpreisland sind. Die EG und Oesterreich, die immer wieder als Konkurrenten aufgezeigt werden, unterstützen den Tourismus und die Hotellerie mit massiven Direktzahlungen.

Es ist gut, wenn wir hier den Weg beschreiten und versuchen, in einer stufengerechten Belastung diesen wichtigen Zweig unseres Gewerbes nicht aus der internationalen Konkurrenz herauszumanövrieren. Mit dem Satz von 4 Prozent reduziert sich der Steuerertrag der Mehrwertsteuer um 310 Millionen Franken. Er wird aber immer noch mit einem Mehrertrag von 110 Millionen Franken abschliessen.

Die Kommissionsmehrheit beantragt deshalb Zustimmung zum Nationalrat.

M. Ducret: L'hôtellerie a tout d'abord dit qu'elle ne saurait pas percevoir la TVA, en raison de sa complication. Puis elle s'est rendu compte qu'elle l'avait elle-même inventée, puisque c'est un des seuls commerces, une des seules branches d'activité qui, pour payer les salaires du personnel, prélève une taxe sur les produits qu'elle vend, soit 15 pour cent en général. Elle a donc constaté que l'argument ne jouait plus, puis elle en a trouvé un deuxième qui est le tourisme. Mais une part importante de l'activité de l'hôtellerie et de la restauration est intérieure et, dans les autres pays, on ne considère pas comme de l'exportation le fait de recevoir des hôtes dans un hôtel ou à une table de restaurant. Dans ces cas-là, la TVA n'est pas récupérable, c'est de la consommation intérieure. Aucune raison importante ne devrait nous conduire à accepter 4 pour cent pour l'hôtellerie, alors qu'on inflige 6,2 pour cent à toutes les autres branches, même à celles qui travaillent en Suisse pour de l'exportation. En effet, lorsque des touristes se rendent dans des magasins pour acheter des objets-souvenirs, il est clair qu'ils les exportent. De plus, si l'on prend la vente de carburant à nos frontières, chaque année des millions de francs sont payés par des étrangers sous forme de taxe suisse – actuellement 1 cha. Cela est donc également de l'exportation.

Non, ces arguments ne sont pas valables. L'hôtellerie ne souffrira pas de l'arrivée d'un 1 cha qui s'appellera peut-être TVA, de 6,2 pour cent. Elle pourra récupérer la totalité de la taxe occulte qui, actuellement, touche toutes ses dépenses, c'est-à-dire les équipements, les constructions, les matériels. Dorénavant, avec un système mis sur pied et accepté à la quasi unanimité de ce conseil – à quelques exceptions près – l'hôtellerie n'est pas perdante. Elle se trouvera à armes égales avec les hôtelleries étrangères. Toutefois, si nous accordons une faveur à l'hôtellerie suisse, en concurrence avec les hôtelleries italienne, autrichienne et surtout française, on risque d'encourir des mesures de rétorsion. En effet, si un touriste se rendant en France doit payer une TVA complète alors qu'en Suisse il n'en paierait qu'une partielle, on risque de se trouver, lors de l'établissement d'accords internationaux, devant des problèmes analogues à ceux que nous avons connus en ce qui concerne les investissements. Je vous signale que la France demande une taxe spéciale aux investisseurs suisses qui construisent des entreprises sur son territoire, taxe égale à 3 pour cent du capital investi, et cela uniquement pour nous punir de ne pas nous être alignés sur les projets que ce pays avait établis en matière d'autorisation de construire et d'importation de capitaux.

Nous courons donc un risque sérieux sans qu'il y ait un intérêt. En outre, on dit que cette mesure serait valable durant cinq ans. Mais, au bout de quatre ans, des forfaits vacances seront vendus d'avance à l'ancien prix et échapperont par conséquent à l'impôt. Le tourisme craint-il tellement une telle taxe? Dans l'affirmative, nous n'aurions alors jamais dû voter la vignette qui touche les touristes, puisqu'on l'avait surtout créée à leur intention. Il fallait la supprimer aussi. Je l'ai dit ici et n'ai guère été entendu, et tout d'un coup, quand il s'agit d'hôtellerie, il faut prévoir un autre régime!

Je vous rappelle qu'il y a moins d'une année les Chambres adoptaient des conditions spéciales en faveur de l'hôtellerie, parce que la neige avait manqué. On voulait mettre les hôteliers au bénéfice de la loi sur le chômage; il en allait de leur survie. Et en fin d'année, lorsqu'on a eu les chiffres de la saison d'hiver de l'hôtellerie suisse, on a constaté qu'ils étaient aussi bons, peut-être même meilleurs, que ceux de l'année précédente.

Je crois donc qu'il ne faut pas se laisser prendre aux sirènes hôtelières. Si l'on veut une TVA, il faut qu'elle ait une certaine unité. Nous sommes plusieurs à regretter que nous n'ayons pas été plus loin. Le Parti libéral aurait voulu profiter de l'occasion pour supprimer tout ou partie de l'impôt fédéral direct. Certes, si nous voulons faire les choses de manière puriste et réaliser le meilleur système d'impôt sur le chiffre d'affaires, nous devons fixer un taux plus élevé. Nous devons réduire l'impôt fédéral direct et faire en sorte que les cantons retrouvent leur liberté en matière d'impôt direct, la Confédération conservant les impôts indirects, ce qui représente 68 pour cent de ses recettes et qui devrait en représenter le 100 pour cent.

Pourquoi n'avons-nous pas l'audace d'aller aussi loin? C'est parce que nous pensons que le peuple, qui, en Suisse, décide en dernier ressort – on doit considérer que cela est heureux – n'accepterait pas vraiment une TVA plus importante que la situation actuelle de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Si nous renonçons à aller jusqu'au but que nous aurions dû atteindre, au moins ne commençons pas, déjà maintenant, à diminuer cette nouvelle taxe qui est bonne, juste, correcte et qui a un rendement suffisant pour les finances fédérales, et ne permettons pas qu'un groupe de contribuables bénéficie de faveurs, déjà au départ.

Accepter de suivre le Conseil national serait une grave erreur. C'est la raison pour laquelle, avec la moitié de la commission – le score était de 6 voix contre 6 et le président a tranché en faveur du Conseil national et il a eu raison – je vous invite à ne pas suivre le Conseil national et à maintenir, pour l'hôtellerie, une taxe de 6,2 pour cent.

Küchler: Nachdem das ganze Finanzpaket derart geschnürt werden soll, dass beide Bundesbeschlüsse A und B nur zusammen mit der Einführung der proportionalen Besteuerung für die juristischen Personen in Kraft treten können, könnte es wohl aus abstimmungstaktischen Gründen interessant sein, das Gastgewerbe hinter dieser Vorlage zu wissen. In diesem Sinne möchte ich mich also für den Beschluss des Nationalrates aussprechen. Ich beantrage Ihnen, das Gastgewerbe während der ersten fünf Jahre lediglich mit einem Satz von 4 Prozent zu besteuern und erst vom sechsten Jahr an mit 6,2 Prozent, das heisst zum Normalsatz.

Sachlich lässt sich diese Verminderung wie folgt begründen: Herr Kommissionspräsident Kündig hat bereits ausgeführt, dass der Fremdenverkehr für unser Land eine grosse Bedeutung vor allem als Devisenquelle, aber auch als Arbeitgeber hat. Der Tourismus steht gleichzeitig in direkter Konkurrenz zum Ausland. Wir erfahren immer wieder, dass sich der schweizerische Tourismus heute vor allem anstrengen muss, damit er mit der Hotellerie im nahen Ausland, in Oesterreich und in der EG, konkurrenzfähig bleibt.

Die Stempelsteuer soll ja wegen der Exportabhängigkeit der Banken reduziert werden. Die Taxe occulte soll ebenfalls wegen der Exportabhängigkeit unserer Exportindustrie, insbesondere unserer Maschinenindustrie, abgeschafft werden. Und von allen Lagern erwartet man Solidarität mit diesen Gruppierungen. Weshalb soll nun nicht auch die Solidarität

mit der Gruppierung unseres Gastgewerbes zum Tragen kommen, die ebenfalls eine starke, eine grosse Gruppe darstellt? Statt nun aber die Tourismusbranche in den Rand- und Berggebieten gleich zu behandeln wie die übrigen Exportbranchen unseres Landes, soll der Tourismus mit dieser Vorlage nicht entlastet, sondern zusätzlich massiv belastet werden, und zwar mit einem Total von jährlich 530 Millionen Franken.

Eine Umsatzsteuer von 6,2 Prozent auf den gastgewerblichen Leistungen belastet die internationale Konkurrenzfähigkeit auch des Berggebietes ausserordentlich stark, vor allem wenn wir wissen, dass die EG und Oesterreich ihr Gastgewerbe und ihre Hotellerie mit Direktzahlungen massiv unterstützen. Damit kommt es also zu einer wettbewerbsverzerrenden Benachteiligung unserer Betriebe gegenüber dem Ausland.

Die Auswirkungen auf die Reduktion haben Sie bereits zur Kenntnis nehmen können. Es entsteht mit der Reduktion auf 4 Prozent ein Steuerausfall von 310 Millionen Franken. Wenn wir aber davon ausgehen, dass die Vorlage ja 420 Millionen Franken Mehrertrag einbringen soll, haben wir bei der Reduktion schlussendlich immer noch einen Mehrertrag von insgesamt 110 Millionen Franken. Deshalb ein Wort zur sogenannten Ertragsneutralität:

Im Vorfeld der Beratungen über das neue Finanzpaket hat man zu Recht immer wieder gesagt, dass mit dem Wechsel auf die Mehrwertsteuer kein Steueremehrtrag erzielt werden sollte. Die beiden alten Mehrwertsteuervorlagen waren bei der Volksabstimmung gerade deswegen in der Minderheit geblieben, weil sie erhebliche Mehrerträge erzielen wollten. Wir müssen also eine mindestens ertragsneutrale Vorlage bringen. Dies ist der Fall, wenn wir diesen Satz für die ersten fünf Jahre auf 4 Prozent reduzieren.

Weshalb die Befristung auf fünf Jahre? Das dürfte für Sie noch interessant sein:

Die Tourismusindustrie im Berggebiet ist stark angeschlagen; die Zahlen beweisen es deutlich. Wenn wir die Situation mit Oesterreich und mit der EG vergleichen, helfen nur gezielte Strukturbeiträge, die Situation zu verbessern. Der klassische Ferientourismus in unseren Bergtälern ist für unser Land aber von grosser volkswirtschaftlicher Bedeutung. Wir müssen diese fünf Jahre Uebergangsfrist nutzen, um Vorlagen auszuarbeiten und Lösungen zu suchen, die den Naherholungsraum unseres Landes mit gezielten Strukturbeiträgen stützen können.

Ich fasse zusammen:

1. Wenn wir die Solidarität richtig verstehen wollen, dann sollen alle Branchen, die zur Hauptsache auf den Export angewiesen sind, gleich behandelt werden.

2. Wenn wir den Banken beim Stempel und der Industrie bei der Taxe occulte entgegenkommen, so ist es nicht mehr als recht und billig, dass wir auch der exportorientierten Fremdenindustrie oder Hotelbranche entgegenkommen. Vergessen Sie deshalb nicht, dass wir die Ertragsneutralität für das ganze Finanzpaket im Auge behalten müssen. Ein errechneter Mehrertrag von 420 Millionen Franken wäre im Abstimmungskampf für die Vorlage abträglich.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie bitten, dem Beschluss des Nationalrates und der Kommissionsmehrheit zuzustimmen.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, der Kommissionsminderheit, vertreten durch Herrn Ducret, und dem Bundesrat zuzustimmen und die Anträge der Kommissionsmehrheit und des Nationalrates abzulehnen.

Im Nationalrat belief sich die Differenz auf vier Stimmen. Sie ist also sehr klein gewesen, bei sehr schwacher Präsenz.

Man kann natürlich sagen, der Bundesrat habe früher selber eine Vorlage unterbreitet, bei der er das Gastgewerbe nicht erfasst hatte. Aber er hat eine andere Variante gewählt. Er ist bei einer modifizierten Warenumsatzsteuer geblieben, weil er sich bewusst war, dass man, wenn man zuviel will, unter Umständen auch scheitern kann.

Aber Sie haben sich für die Mehrwertsteuer entschieden. Sie haben in Kauf genommen, dass man den Wechsel jetzt vornimmt, dass wir etwa 150 bis 180 Beamte mehr haben müssen. Aber wenn man nun die gesamten Dienstleistungen un-

terstellt, das Hotelgewerbe, die Coiffeure und die übrigen Dienstleistungen, dann soll man nirgendwo eine Ausnahme machen und keine Uebergangsfrist gewähren.

Herr Küchler, was die Uebergangsfrist anbelangt, müssen wir für 1995 theoretisch einen neuen Verfassungsartikel haben. Das Inkrafttreten ist abhängig davon, wann die Ausführungsbestimmungen erlassen werden können. Wenn Ihrem Mehrheitsantrag zugestimmt wird, müssen wir uns natürlich beeilen und diese Umstellung möglichst rasch vornehmen, das ist ganz klar.

Der Antrag der Mehrheit bedeutet, dass wir im Jahr Einnahmehäufungen von 310 Millionen haben. In fünf Jahren sind das 1,5 Milliarden Franken. Das ist an sich nicht alles, denn das Stempelsteuergesetz – im Nationalrat hat man mich auch über das Datum der Inkraftsetzung befragt – könnte auf den 1. Januar 1992 in Kraft treten. In diesem Fall werden wir ab 1992 im schlimmsten Fall bis 500 Millionen, bis 600 Millionen Franken Ausfälle jährlich haben.

Sie kennen das Ergebnis Ihrer Budgetdebatte. Sie haben die Basis gelegt für die Zukunft. Sie sieht nicht nach Minderausgaben aus, sondern ganz eindeutig nach Mehrausgaben, Herr Küchler. Dessen muss man sich bewusst sein. Sie haben überall den Mehrausgaben zugestimmt. Jetzt können Sie nicht kommen und sagen, wir möchten da mit dem Gastgewerbe solidarisch sein, weil das Gastgewerbe auch exportorientiert ist.

EG-konform ist das Bestimmungslandprinzip. Wenn also jemand in die Schweiz kommt, dann zahlt er hier die Mehrwertsteuer für die Beherbergung und für das Essen. Wenn Sie nach Frankreich gehen, dann zahlen Sie sie in Frankreich, allerdings wesentlich mehr als in der Schweiz. Es wäre also nicht sehr verständlich, wenn man hier einen tieferen Satz nähme.

Abgesehen davon bräuchte ein tieferer Satz natürlich auch einen besonderen Aufwand für die Verwaltung. Das ist für Sie sicher kein besonderer Grund, um irgend etwas nicht zu beschliessen. Es ist nur schwierig, nachher die Stellen dafür zu bekommen, um es zu erledigen. Aber Sie müssen sich bewusst sein, dass es auch Betriebe gibt, die dann nicht nur zwei, sondern drei Steuersätze haben. Glauben Sie, es sei für einen Gewerbetreibenden einfach, mit drei Steuersätzen zu operieren und eine vernünftige, korrekte Ausscheidung zu machen? Ich glaube nicht.

Ich bitte Sie, hier der Minderheit zuzustimmen und den Beschluss der Kommissionsmehrheit abzulehnen. Ich glaube, Sie tun damit der Vorlage einen guten Dienst, denn es ist nicht so, dass man mit einem solchen Zückerchen für fünf Jahre jemanden, der die Mehrwertsteuer im Prinzip ablehnt, dazu bringt, dass er ja sagt; aber Sie bringen damit andere dazu – beispielsweise die Coiffeure –, die ebenfalls neu unterstellt werden, zu fragen, warum die andern entlastet werden und sie bezahlen sollen. Mit einer solchen billigen Entlastung des Gastgewerbes werden Sie wahrscheinlich mehr Neinstimmen als Jastimmen sammeln.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	22 Stimmen
Für den Antrag Ducret	16 Stimmen

Abs. 2 Bst. h Ziff. 1 – Al. 2 let. h ch. 1

Kündig, Berichterstatter: Der Nationalrat beschloss hier eine Streichung, die dem Bundesrat etwas mehr Flexibilität für die freiwillige Unterstellung bieten soll.

Die Kommission beantragt Ihnen Zustimmung.

Angenommen – Adopté

Ziff. V

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. V

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Herr Reichmuth hat diese neue Ziffer heute morgen bereits begründet. Die analoge Fassung ist auch ins Gesetz über die direkte Bundessteuer aufgenommen worden. Wenn auch solche Lösungen nicht schön sind, so sind sie oft vielleicht notwendig, um die Schnürung eines sogenannten «politischen Kompromisspaketes» vornehmen zu können, damit nicht nachträglich ein Ausbrechen unausgewogene Lösungen mit sich bringt.

Die Kommission beantragt Ihnen Zustimmung zu diesem Beschluss des Nationalrates.

Frau **Meier Josi:** Eigentlich wollte ich schon zum Gesetz über die Steuerharmonisierung sprechen. Ich tue es aber jetzt, weil mit der Schnürung eben diese Zusammenhänge entstehen.

Ich bin selbst auch froh, dass dieses Steuerpaket geschnürt ist und damit gewisse Fortschritte für die Stabilität des Systems, für die interkantonale Uebereinstimmung und die internationale Angleichung erreicht werden. Aber Sie erinnern sich, Herr Bundesrat: Vor zwei Jahren habe ich ebenfalls zum Inkrafttreten der Vorlage über die direkte Bundessteuer gesprochen. Jetzt ist das wieder miteinander gekoppelt, und ich meine, dass wir die Frage deswegen doch noch einmal stellen müssen. Vor zwei Jahren haben Sie auf meine Frage, die die Schwierigkeiten der Kantone betraf, die nötigen Angleichungsarbeiten vorzunehmen, geantwortet, dass ein Inkrafttreten wohl erst 1993 in Frage käme. Jetzt, zwei Jahre später, haben sich die Schwierigkeiten der Kantone keineswegs verkleinert. Sie müssen zum Teil eigenes Recht anpassen, müssen organisatorische und personelle Probleme lösen.

Sie haben vorhin selbst darauf hingewiesen: Zum Teil sind Vollzugsbestimmungen im Bereich des Uebergangsrechts noch nicht da, können auch noch nicht da sein. Wir wissen auch nicht, ob noch Referenden kommen. Eine zielgerichtete Planung für die Kantone ist nötig.

In diesem Zusammenhang hätte ich von Ihnen die Erklärung gewünscht, dass Sie beim Gesetz über die direkte Bundessteuer erst auf 1. Januar 1995 ein Inkrafttreten vorsehen. Ich glaube, die Kantone werden ganz enorme Schwierigkeiten haben, wenn der Zeitpunkt früher ist.

Die Koppelung bringt mich etwas in Verlegenheit. Ich könnte mir vorstellen, dass das Inkrafttreten nicht zwingend überall gleichzeitig erfolgen muss, wenn ich auch im Prinzip der Verbindung aller dieser Gesetze in keiner Weise opponiere. Aber das Inkrafttreten müsste nicht unbedingt gekoppelt sein.

Ich bitte Sie, sich zu dieser Frage noch einmal zu äussern. Können Sie hier gewisse Zusicherungen machen? Andernfalls würde ich dagegen stimmen.

M. Gautier: Je peux très bien comprendre l'idée qui a présidé à la rédaction du chiffre V, c'est celle de vouloir faire un seul paquet financier pour la simplification du problème. Si sur le plan politique je comprends ce point de vue, sur le plan constitutionnel, je ne le partage plus du tout. Je ne suis qu'un pauvre laïc et nous avons ici trois professeurs de droit constitutionnel dont je suis surpris qu'ils n'aient pas manifesté avant moi leur étonnement. En effet, en acceptant le chiffre V, nous ferons dépendre le résultat d'une votation du peuple et des cantons d'une autre décision du seul peuple. Cela me paraît étonnant de la part de la Chambre des cantons de préférer la majorité simple du peuple à celle du peuple et des cantons.

Du reste, nous n'avons qu'à nous reporter à la constitution qui, dans son article 123, alinéa premier, stipule: «La Constitution fédérale révisée ou la partie révisée de la constitution entre en vigueur lorsqu'elle a été acceptée par la majorité des citoyens suisses prenant part à la votation et par la majorité des Etats.» Il me semble que c'est extrêmement clair: une modification constitutionnelle entre en vigueur le jour où le peuple et les cantons se sont prononcés. Nous n'avons à dire ni que cela dépend du résultat d'un éventuel référendum sur deux autres lois, ni de la volonté du Conseil fédéral.

Le chiffre V est une extravagance qui nous vient, je pense, du

Conseil national. Je vous propose de le biffer parce qu'il n'est conforme ni à l'esprit ni à la lettre de la constitution.

Jagmetti: Für die Bedenken von Herrn Gautier habe ich gefühlsmässig durchaus Verständnis. Es ist tatsächlich wohl etwas ungewöhnlich, dass ein Land seine Verfassung bedingt revidiert und das Inkrafttreten einer Verfassungsvorschrift an ein unbestimmtes, künftiges Ereignis knüpft. Aber völlig ausgeschlossen ist es nicht.

Immerhin müssen wir uns bewusst sein: Wir unterbreiten diese Aenderung dem obligatorischen Referendum von Volk und Ständen. Wenn Volk und Stände zugestimmt haben, kann nachher mit einfachem Volksmehr die Verfassungsrevision wieder abgelehnt werden, weil die Bedingung nicht erfüllt ist. Wie gesagt: Völlig ausgeschlossen ist es nicht, aber sehr elegant, und besonderer Respekt gegenüber unseren demokratischen Institutionen kommt hier nicht zum Ausdruck.

Ich erkenne nicht, dass wir jetzt ein Paket schnüren wollen und dass man diese Lösung gewählt hat, um das Paket zusammenzuhalten. Sie werden mir sagen, meine Vorbehalte seien formaler Art. Ich weiss: Wenn man sich über das Geld geeinigt hat, will man nicht noch über die Demokratie debattieren. Aber trotzdem bitte ich Sie, dass wir unsere Verfassung als Verfassung konzipieren und nicht als Element, das man nach verschiedensten Entscheidungsmechanismen anpassen und in Kraft setzen oder nicht in Kraft setzen kann.

Ich opponiere der Vorschrift nicht, weil sie möglich ist; aber begeistert bin ich davon nicht.

Masoni: Ich bedaure sehr, dass ich in der Kommission dieser Bestimmung nicht opponiert habe. Herr Kollege Gautier hat recht. Es gibt noch weitere Gründe zur Unterstützung seiner Auffassung. Wenn das Volk eine Volksinitiative einreicht, die die Einheit der Materie nicht einhält, ist sie nichtig. Dürfen wir von uns aus dem Volk eine Verfassungsänderung unterbreiten, die ganz verschiedene Steuergesetze verbindet? Ich glaube, das ist nicht gut, das ist ungesund. Dazu kommt, dass das Volk sich nicht gut vergewissern kann, worüber es abstimmen muss: Man stimmt für einen bedingten Beschluss. Eine bedingte Abstimmung in Sachen Verfassung haben wir immer abgelehnt. Auch wenn man vorgeschlagen hat, durch verschiedene Fragestellungen dem Volk eine bedingte Abstimmung zu unterbreiten, haben wir es immer abgelehnt. Wir sollten diesmal diesen Grundsätzen nicht widersprechen. Aus diesen Gründen empfehle ich Ihnen, den Antrag von Kollege Gautier zu unterstützen.

Bundesrat Stich: An sich ist das kein Vorschlag des Bundesrates. Man kann natürlich sagen, es sei nicht besonders schön. Aber ist es besonders schön, wenn die Schweizerische Eidgenossenschaft im Jahre 1990 noch keine definitive Finanzordnung hat? Ist es besonders schön, wenn wir heute zum ersten Mal in der Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein eidgenössisches Steuergesetz durch das Parlament verabschiedet haben? Das hat es noch nie gegeben. Sie müssen sich des historischen Tages auch bewusst sein. Nach acht Jahren ist das immerhin eine Leistung. Es wäre doch völlig fatal, wenn am Schluss keine Verfassungsbestimmung da wäre für ein solches Gesetz. Die Dinge hängen schon miteinander zusammen.

Das Volk weiss, weshalb diese drei Sachen miteinander verknüpft sind. Man führt es nicht in die Irre. Wenn nun trotzdem eines der Gesetze abgelehnt würde, dann müssten wir halt möglichst rasch wieder ein neues Stempelgesetz vorlegen oder ein neues Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer. Das braucht dann wieder eine gewisse Zeit; umgekehrt hat der Bundesrat auch die Möglichkeit, die Verfassung hier mit einer Uebergangsbestimmung in Kraft zu setzen. Er muss einfach die Vollzugsbestimmungen erlassen und die alte Ordnung ablösen. Es liegt so oder anders im Ermessen des Bundesrates; ob man verknüpft oder nicht, finde ich eigentlich nicht so massgebend, auch wenn es nicht besonders schön ist.

In bezug auf die Inkraftsetzung möchte ich mich heute nicht festlegen. Bei der Stempelsteuer werden wir uns selbstverständlich beeilen. Beim Bundesgesetz über die direkte Bun-

dessteuer müssen wir sehen, ob man das ganze Gesetz gleichzeitig oder nur einzelne Teile in Kraft setzen kann. Das kann ich Ihnen heute noch nicht definitiv beantworten; aber wir werden selbstverständlich mit der grossen Macht der kantonalen Finanzdirektoren darüber auch noch sprechen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

24 Stimmen

Für den Antrag Gautier

9 Stimmen

B. Bundesgesetz über die Stempelabgaben B. Loi fédérale sur les droits de timbre

Ziff. I Art. 14 Abs. 1 Bst. h

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. I Art. 14 al. 1 let. h

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Hier hat der Nationalrat eine Aenderung vorgenommen, indem nicht mehr der Verkauf von in- und ausländischen, sondern nur noch derjenige von ausländischen Obligationen gemeint ist.

Die Kommission beantragt Ihnen Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates.

Angenommen – Adopté

Art. 19

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Wir haben hier die Präzisierung, dass es sich um «ausländische Titel» handeln muss.

Die Kommission stimmt dieser Aenderung zu.

Angenommen – Adopté

Art. 22 Bst. a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 22 let. a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Art. 24 Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag Jagmetti

Abs. 1

Die Abgabe beträgt 5 Prozent der Barprämie; für die Lebensversicherung sowie für die Haftpflicht- und Fahrzeug-Kaskoversicherung beträgt sie 1,25 Prozent.

Art. 24 al. 1

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition Jagmetti

Al. 1

Le droit, calculé sur la prime nette au comptant, s'élève à 5 pour cent; pour l'assurance sur la vie ainsi que pour l'assurance de la responsabilité civile et l'assurance de corps de véhicule, il s'élève à 1,25 pour cent.

Kündig, Berichterstatter: Die nächste Differenz umfasst Artikel 22 Buchstabe a und Artikel 24 Absatz 1. Die beiden Artikel bilden in sich eine Einheit. Die Kommission hat heute morgen früh mit 6 zu 4 Stimmen beschlossen, der Fassung des Nationalrates – also Festhalten an der bundesrätlichen Ordnung – zuzustimmen. Als Hauptargument galt in der Kommission, dass die Belastung des Versicherungssparens vorgenommen werden müsse, weil beim Banksparen die Zinsen durch Einkommenssteuern belastet würden und damit eine Privilegierung zugunsten des Versicherungssparens eingeführt würde. Herr Jagmetti hat einen Antrag eingebracht, der in der Kommission noch nicht vorlag. Ich kann deshalb nicht im Namen der Kommission zu diesem Antrag sprechen. Persönlich habe ich aber sehr viel Sympathie dafür.

Jagmetti: Ich möchte meine Interessenbindung nicht verheimlichen; ich bin Mitglied des Aufsichtsrates der Rentenanstalt und nicht bei einer Bank. Nun ist es aber – von mir aus gesehen – nicht eine Frage: Versicherungen gegen Banken; sondern jene, die diesen Stempel bezahlen müssen, sind die Versicherten. Wir haben im BVG die Erfassung der Vorsorge durch die direkte Steuer geregelt. Innerhalb der dort festgelegten Grenzen werden die aufgewendeten Beträge nicht beim Einkommen versteuert, sondern im Zeitpunkt, wo die Versicherungsleistungen ausbezahlt werden.

Hier geht es um die indirekten Steuern auf den Versicherungsprämien. Wir hatten nein gesagt, der Nationalrat hat ja gesagt, die Kommission hat sich heute mit einer knappen Mehrheit der nationalrätlichen Lösung angeschlossen. Wenn es um Versicherungs- und Vorsorgeleistungen geht, die nicht mehr BVG-privilegiert sind, ändert das nichts daran, dass das Geld auf die Seite gelegt wird für den Fall des vorzeitigen Todes, der Invalidität oder für das Alter; um es dann eben zur Verfügung zu haben bzw. damit es die Angehörigen dann zur Verfügung haben. Man hat bei diesen Vorlagen immer von den Einmaleinlagen gesprochen, die während einer gewissen Zeit stark ins Gewicht gefallen sind. Inzwischen haben diese wieder stark an Gewicht abgenommen; die Hauptsache sind die periodischen Prämien, die von einer grossen Zahl von Versicherten zusammengetragen werden.

Da stellt sich nun doch die Frage: Sollen wir diese Vorsorge mit indirekten Steuern erfassen, oder sollen wir es nicht tun? Angesichts der Mehrheitsverhältnisse im Nationalrat beharre ich nicht auf dem ursprünglichen Beschluss des Ständerates, aber ich beharre darauf, dass wir wenigstens die störendste Ungerechtigkeit ausmerzen. Denn nach dem Vorschlag des Bundesrates werden die Auto-Haftpflicht- und die Auto-Kaskoversicherung zum Satz von 1,25 besteuert, die Lebensversicherung aber zum Satz von 2,5. Der Konsum beim Autofahren wird halb so stark belastet wie die Vorsorge, und da kann ich einfach nicht mehr zustimmen.

Herr Bundesrat Stich hat mir seinerzeit vorgeworfen, ich hätte die Angleichung nicht versucht. Ich versuche sie jetzt und hoffe, dass ich mit der Angleichung seine Zustimmung finden werde, indem wir damit wenigstens den Konsum gegenüber dem Sparen nicht privilegieren, sondern hier das Gleichgewicht einführen.

Ich bitte Sie also, den Satz für Lebensversicherungen – wenn Sie die Besteuerung schon einführen wollen – nicht doppelt so hoch anzusetzen wie jenen der Auto-Haftpflicht- und -Kaskoversicherung, sondern in der gleichen Höhe.

Kündig, Berichterstatter: Ich möchte beantragen, dass wir, wenn jetzt kein weiterer Antrag kommt, der Festhalten an der Fassung des Ständerates vorschlägt, zuerst die Bereinigung zwischen dem Antrag von Herrn Jagmetti und der Fassung vom Nationalrat vornehmen. Sollte der eine oder andere Antrag angenommen werden, so fällt die Fassung des Bundesrates zu Artikel 22 oder dann diejenige des Ständerates dahin. Dies liegt in einem gewissen Automatismus.

Rüesch: Wir wollen ja im Rahmen der neuen Bundesfinanzordnung einen Kompromiss erzielen, der in der Volksabstimmung eine klare Chance hat. Ich bin der Meinung von Herrn Küchler, dass der Entscheid, den wir heute betreffend das

Gastgewerbe getroffen haben, diese Chancen erhöht, weil wir mit der Uebergangsfrist eine gewisse Entlastung gebracht haben.

Ich hoffe immer noch, dass ich für diese Vorlage schliesslich vor dem Volk eintreten kann; dazu ist aber doch ein echter Kompromiss notwendig, und ein echter Kompromiss entsteht nur dann, wenn man Lasten verteilt und nicht nur verlagert. Mit dieser neuen Art der Versteuerung der Lebensversicherungen verlagern wir Lasten von Millionen von den Bankkunden zu den Versicherungskunden, die mit 110 Millionen Franken belastet werden. Auf diese Art und Weise geht es meines Erachtens einfach nicht. Dieses Vorgehen steht auch vollständig im Widerspruch zu Artikel 34quater der Bundesverfassung, welcher die Förderung der privaten Vorsorge eindeutig als Bundesauftrag verlangt.

Wenn Sie so beschliessen, wie das vom Nationalrat vorgeschlagen ist, wird einer, der mit einer Einmalprämie von etwa 100 000 Franken sich eine Altersrente von 6500 bis 7000 Franken erworben hat, von der ersten Altersrente einen Drittel für den Stempel opfern müssen – das ist keine Förderung der privaten Vorsorge.

Auf der anderen Seite müssen auch die Sparer, die auf diese Weise ihre Altersvorsorge ersparen, etwas zum Kompromiss beitragen: Ganz früher war der Satz bei den Lebensversicherungen einmal 0,5 Prozent, und heute will man nun auf 2,5 Prozent gehen – das ist fünfmal mehr. Ich bin der Auffassung, dass wir uns im Interesse eines gerechten Lastenausgleichs für alle, eines echten Kompromisses, mit der Hälfte begnügen sollten, und deshalb ist der Antrag Jagmetti zu unterstützen. Im übrigen kommen wir dann mit dem Saldo ziemlich bald auf Null. Wenn wir hier die Hälfte des Satzes nehmen, sind von den 110 Millionen noch 55 Millionen Franken da. Auch das finde ich abstimmungspolitisch gut. In Gesprächen, die ich in der letzten Woche geführt habe, wurde mir immer wieder vorgeworfen: «Mit der Mehrwertsteuer – für die du da geschrieben und im Ständerat gesprochen hast – zahlen wir mehr.» Eine einigermaßen steuerneutrale Vorlage würde ebenfalls diese Abstimmungschancen noch erhöhen.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, dem Antrag Jagmetti im Sinne eines echten Kompromisses zuzustimmen.

Bundesrat Stich: Ich bitte Sie, hier dem Nationalrat zuzustimmen. Es geht nicht darum, Herr Rüesch, dass Sie zu einem Kompromiss kommen. Es geht auch nicht darum, dass zwischen Banken und Versicherungsgesellschaften ein Kompromiss gefunden wird, sondern man kam in den politischen Parteien zur Ansicht, das sei ein wesentlicher Punkt. Hier sind ja nur 105 Millionen Franken Mehreinnahmen zu erwarten, aber die 300 bis 500 Millionen Franken, die wir den Bankkunden schenken, bringt es nicht. Man muss auch sehen, dass nicht nur Banken und Versicherungsgesellschaften in dieser Schweiz Steuern entrichten. Es gibt noch Leute, die die Mehrwertsteuer bezahlen müssen. Deshalb ist immer auch die Frage, wie man hier ein gewisses Gleichgewicht halten kann. Die ganze neue Finanzordnung hat ein wesentliches Ziel: Wettbewerbsungleichgewichte, Wettbewerbsverzerrungen auszugleichen. Das gilt bei der Taxe occulte, wo wir auf zwei Milliarden Franken Einnahmen verzichten. Das gilt bei den Stempelabgaben, wo wir auch auf 300 bis 500 Millionen Franken verzichten. Wenn man im Sinne der Wettbewerbsgleichheit, der Wettbewerbsverbesserung der Banken gegenüber den Versicherungsgesellschaften ein Bescheidenes tun will, dann gibt es sofort Opposition der Versicherungsgesellschaften. Aber es ist unbestritten, dass die Versicherung heute steuerlich günstiger ist als das Banksparen. Sie zahlen zwar eine Prämie von 2,5 Prozent, haben aber immer noch einen Vorteil gegenüber der Anlage bei der Bank. Bei 4 Prozent macht das bei einem tiefen Einkommen – bei 50 000 Franken – 3,4 Prozent aus mit Stempelabgabe und 4,4 Prozent ohne. Bei 200 000 Franken fahren Sie immer noch um 1,2 Prozent besser.

Das rechtfertigt immerhin, einen bescheidenen Stempel zu erheben, nachdem wir für die Versicherungen beziehungsweise unter dem Titel der zweiten und dritten Säule in der letzten Zeit steuerlich sehr, sehr viel getan haben. Man kann hier wirklich

zu dieser kleinen, bescheidenen Belastung des Versicherungsnehmers ja sagen. Es ist nicht die Versicherung, die belastet wird, sondern es ist der Versicherungsnehmer.

Ich wäre durchaus mit Ihrer Angleichung an die Autoversicherung einverstanden gewesen, Herr Jagmetti, nur haben Sie sie in der falschen Richtung gemacht, vor allem wenn Sie an die Entscheidungen beim Budget denken. Man kann natürlich sagen, Herr Rüesch, man möchte mit einer ausgeglichenen Vorlage vor das Volk treten. Es war mein grösstes Ziel, einen ausgeglichenen Haushalt zu haben, um überhaupt die Finanzvorlage durchzubringen. Sie haben es fertiggebracht, dass das nicht möglich ist.

Ich bitte Sie, dem Nationalrat und dem Bundesrat zuzustimmen.

Art. 24 Abs. 1 – Art. 24 al. 1

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Jagmetti	29 Stimmen
Für den Antrag der Kommission	12 Stimmen

Art. 22 Bst. a – Art. 22 let. a

Kündig, Berichterstatter: Damit ist in der logischen Folge Artikel 22 Buchstabe a in der Fassung des Ständerates anzunehmen.

*Angenommen gemäss modifiziertem Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition modifiée de la commission*

Ziff. III

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. III

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Kündig, Berichterstatter: Bei Ziffer III handelt es sich um die gleiche Bestimmung, der wir bereits im Teil A – dort unter Ziffer V – zugestimmt haben. Ich nehme nicht an, dass darüber noch einmal eine Diskussion geführt wird.

Angenommen – Adopté

Kündig, Berichterstatter: Wir haben die Vorlage durchberaten. Wir haben eine Differenz zum Nationalrat in Artikel 22 und 24. Die Vorlage geht somit an den Nationalrat.

An den Nationalrat – Au Conseil national

90.346

**Motion des Nationalrates
(Mauch Rolf)**

**Wirtschaftsintegration: Milderung
standortbedingter Wettbewerbsnachteile
für die Schweizer Wirtschaft**

**Motion du Conseil national
(Mauch Rolf)**

**Intégration économique
et modifications du tarif des douanes**

Wortlaut der Motion vom 8. Februar 1990

Der Bundesrat wird ersucht, das Zolllarifgesetz (ZTG) in Artikel 4 «Gebrauchstarif» wie folgt zu ergänzen:

Abs. 3 (neu)

Wenn es die Interessen der schweizerischen Volkswirtschaft erfordern, kann der Bundesrat auch unabhängig von Zollverträgen nach Anhören der Zollexpertenkommission Zollsätze angemessen herabsetzen oder befristet aussetzen.

Texte de la motion du 8 février 1990

Le Conseil fédéral est chargé de compléter l'article 4 intitulé «tarif d'usage» de la loi sur le tarif des douanes (LTaD) comme il suit:

Al. 3 (nouveau)

Lorsque les intérêts de l'économie suisse l'exigent, le Conseil fédéral peut, indépendamment de tout traité tarifaire, réduire les taux dans une mesure appropriée ou les supprimer à titre temporaire; il consulte au préalable la commission d'experts douaniers.

Schönenberger, Berichterstatter: Die Motion des Nationalrates verlangt, dass der Bundesrat auch unabhängig von Zollverträgen nach Anhören der Zollexpertenkommission Zollsätze angemessen herabsetzen oder befristet aussetzen kann, wenn es die Interessen der Schweizerischen Eidgenossenschaft erfordern. Der Nationalrat hat die Motion überwiesen, nachdem sich der Bundesrat bereit erklärt hatte, diese entgegenzunehmen.

Worum geht es? Die Motion nimmt die Sorge der Landesregierung um die Gefährdung traditioneller Standortvorteile unseres Landes auf und nennt als Anzeichen einer abnehmenden Attraktivität namentlich die hohe Regelungsdichte und das Steuerwesen der Schweiz. In der schriftlichen Begründung des Motionärs wird dargelegt, die Gefahr des Industriestandortes Schweiz treffe vor allem die Unternehmungen, welche die Diskriminierung eines organisierten mehrstaatlichen Binnenmarktes zu spüren bekämen. Schweizer Produzenten müssten Rohmaterialien aus Drittländern zu normalen Zinssätzen einführen, was das Endprodukt entsprechend verteuere, während ihre Konkurrenten in der EG das gleiche Material oft zollfrei beziehen könnten. Die Motion zielt darauf ab, die Diskriminierung gezielt abzubauen, damit sich der Produktionsstandort Schweiz im internationalen Wettbewerb behaupten kann.

Die Aussenwirtschaftskommission anerkennt das mit der Motion aufgeworfene Problem und empfiehlt Ihnen einstimmig, die Motion an den Bundesrat zu überweisen.

Überwiesen – Transmis

90.054

**Europäische Bank für Wiederaufbau
und Entwicklung. Beitritt**

**Banque européenne pour la reconstruction
et le développement. Adhésion**

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 5. September 1990 (BBl III, 793)
Message et projets d'arrêté du 5 septembre 1990 (FF III, 741)

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Schönenberger, Berichterstatter: Der Umbruch im Osten bringt Probleme mit sich, an denen die westliche Welt nicht vorbeigehen darf und an deren Lösung sie mitzutragen hat. Darauf hat der Bundesrat schon in seiner Botschaft vom 22. November 1989 über eine verstärkte Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten und entsprechende Soforthilfemassnahmen hingewiesen.

Neue Finanzordnung

Nouveau régime financier

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.041
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.12.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1027-1032
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 518

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.